



Et le salaire, il est où ?

Devons-nous tous devenir des chasseurs de primes ?

Ce serait insensé dans une société organisée, stable et riche

Les mesures sur le pouvoir d'achat ou contre la pauvreté se multiplient. Elles sont si nombreuses, réparties en aides spécifiques et/ou ponctuelles, que de nombreux français ne connaissent pas leurs existences, ni leurs droits pour les toucher. Cela nécessiterait même un véritable lexique pour s'y retrouver. Ces primes et indemnités diverses sont certes souvent utiles et appréciées mais finissent par détruire la valeur du travail qui est largement sous-payée. Ce système qui s'apparente à des actions caritatives est dévalorisant pour l'individu voire méprisant. L'homme n'est plus reconnu pour ce qu'il est ou pour ce qu'il fait mais comme une charge qu'on nourrit par charité et obligation.

Aide inflation à la place du chèque alimentaire directement versé sur le compte des plus démunis

100 euros de chèque contre la précarité énergétique

Pass culture

Indemnité inflation de 100 euros si vous touchez moins de 2000 euros

Prime de rentrée scolaire entre 30 et 420 euros selon le nombre d'enfants et les revenus

Coupon sport pour adhésion à un club sportif

Aide à l'accès à internet

Prime exceptionnelle de pouvoir d'achat (PEPA) défiscalisée versée par les employeurs.

Prime de Noël pour les bénéficiaires de minima sociaux

Chèque numérique

Chèque solidarité APA (allocation personnalisée d'autonomie)

Etc...

Dans cette société de plus en plus libérale, les ennemis principaux sont les négociations collectives, les augmentations salariales générales, les grilles structurées et hiérarchisées de rémunérations et les droits égalitaires pour tous. Une armée de technocrates se triturent pour répondre aux volontés gouvernementales qui répondent à chaque revendication par une aide modérée et ciblée. Ils multiplient ainsi des usines à gaz si compliquées que de nombreux dispositifs ne voient pas le jour ou sont ignorés par le public concerné.

Cela transforme la société où les tassements successifs vers le bas écrasent les catégories moyennes qui se retrouvent peu à peu aux portes de l'exclusion. Leurs espoirs d'avancées par des promotions professionnelles ou des revalorisations salariales s'envolent et le maigre gain qu'ils avaient réussi à obtenir par le travail et les études disparaît, rattrapé par les différents et multiples seuils sociaux.

La solution est pourtant si simple :

Augmenter le SMIC et relever toutes les grilles salariales.

Nous nous heurtons à un gouvernement sourd et obtus, adepte d'un extrême libéralisme qui est extrêmement dangereux pour la santé et le porte-monnaie. Macron veut balayer tout débat politique en qualifiant d'extrême droite ou gauche tous ceux qui ne partagent pas ses positions capitalistes.

De même il essaie de s'accaparer le mot républicain en présentant ses candidats des législatives comme le Front Républicain, pour s'opposer à ceux qui dans les urnes réclament une hausse de salaire et une amélioration du pouvoir d'achat. En cela rien d'original, l'UNR devenu UDR, puis RPR avait déjà manœuvré dans ce sens en rebaptisant ce parti de droite extrême le parti Républicain.

Cotisations sociales toujours exonérées :

Protection sociale en danger !!!

Toutes les aides sous forme de chèques, primes, indemnités quelconques ne sont pas que mises en place pour soutenir rapidement et efficacement les plus démunis, elles ne répondent qu'à un souci de minimiser les coûts sur des difficultés ponctuelles ou catégorielles.

Elles sont surtout la marque d'un libéralisme débridé qui exonère le patronat de ses responsabilités sociales et détruit notre système solidaire de protection sociale financé par des cotisations basées sur les salaires. Soulignons que les gains dégagés par la spéculation ne sont toujours pas soumis aux cotisations sociales.

Ainsi des milliards d'exonération sont accordées aux entreprises qui peuvent, plus encore, goinfrer leurs actionnaires de dividendes toujours plus élevés. Les rémunérations des patrons du CAC 40 ont doublé en 2021. Mais l'hôpital crève, l'école de la république se transforme en une école inégalitaire, vous allez travailler plus longtemps pour financer la loi dépendance et autonomie alors que celle-ci doit être prise en charge par la Sécurité Sociale...

Le vrai vote républicain aux législatives c'est de voter contre les extrêmes qu'ils soient de droite ou du libéralisme effréné.

Toute cette droite libérale, veut exploiter l'immense majorité de la population et instaurer un système de privilèges aussi écœurant que ceux que s'accordaient la noblesse et la royauté jusqu'à ce que la révolution portée par les sans-culottes n'amène la 1^{ère} République.

Nous sommes les descendants des Républicains.